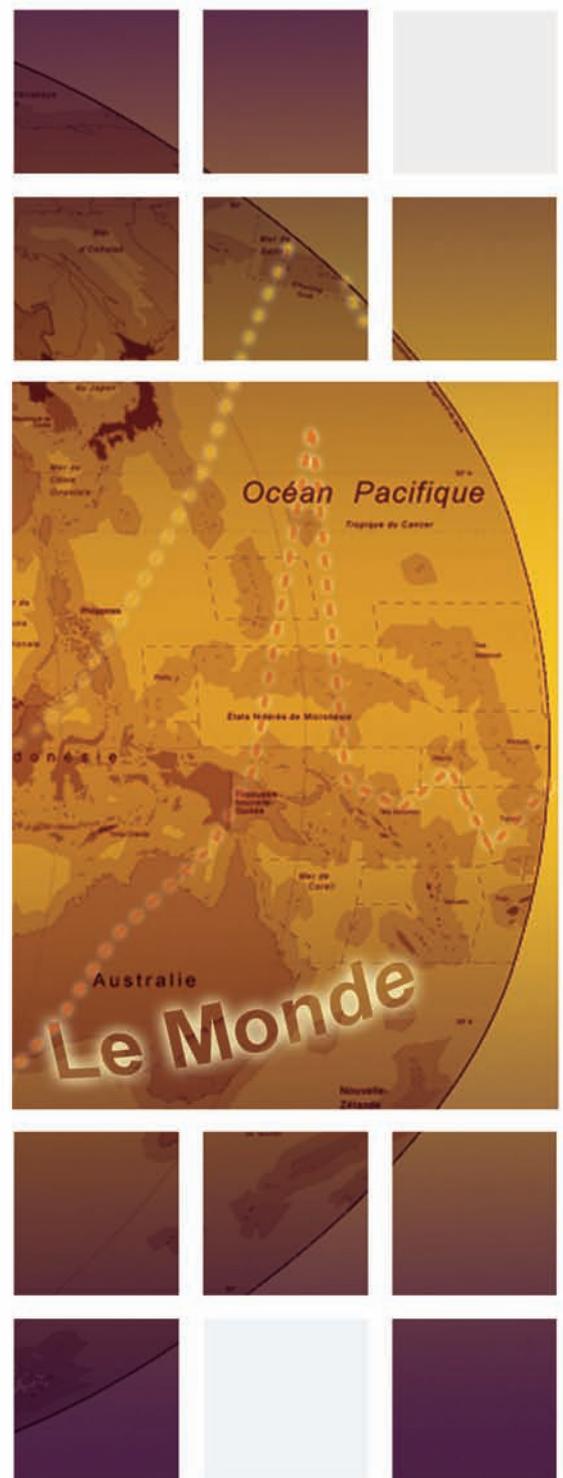


Points forts

06

De la Polynésie française

BILAN
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2013



2013, UNE ANNÉE DE TRANSITION



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'année 2013 a vu la stabilisation progressive de la situation de la zone euro ainsi que le raffermissement de l'économie américaine et les effets incertains des « Abenomics » au Japon qui ont pour l'instant sorti le Pays de la récession. La croissance mondiale a néanmoins connu une légère décélération en 2013 en raison du ralentissement de certaines économies émergentes, en particulier la Chine.

En 2013, la reprise de l'activité économique mondiale s'est progressivement consolidée (+ 3 % selon le FMI, après 3,1 % en 2012). Celle-ci est restée toutefois inégalement répartie selon les zones géographiques.

C'est toujours dans les grands pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine) que l'on retrouve la croissance la plus vigoureuse. Celle-ci a toutefois été freinée par la baisse de la demande des ménages occidentaux, mais aussi par les tensions sociales et environnementales qu'ils rencontrent.

Dans les économies avancées, les Etats-Unis et le Royaume-Uni se démarquent avec une croissance qui s'accélère ; l'investissement est soutenu, les carnets de commandes sont pleins, le chômage recule et l'industrie repart. L'économie allemande reste forte grâce à son industrie et ses exportations. Au Japon, les politiques de relance accommodantes ont dynamisé la croissance, mais le rebond s'atténue en fin d'année. Les économies australienne et néo-zélandaise demeurent solides s'appuyant sur leurs exportations de matières premières vers l'Asie.

Ailleurs, en particulier dans la zone euro, la reprise intervenue au dernier trimestre ne permet pas de compenser un mauvais début d'année ; la croissance de la zone euro est négative en 2013, mais les grands pays devraient tous renouer avec la croissance dès 2014. La France a terminé l'année sur une timide amélioration, tandis que les difficultés persistent en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - 2013

Unité :	PIB (estimations OCDE)	Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Variation en un an
	Taux de croissance annuel	en moyenne annuelle	en fin d'année	Banques centrales	points
	%	%	%	%	points
Monde	3,0	-	-	-	-
OCDE	1,0	-	-	-	-
États-Unis	1,9	1,5	6,7	0,25	0
Zone Euro	- 0,4	1,4	12,0	0,25	- 0,5
France métropolitaine ¹	0,3	0,8	10,2	0,25	- 0,5
Royaume-Uni	1,4	2,0	7,2	0,50	0
Japon	1,6	0,4	3,7	0,00	0
Australie	2,5	0,8	5,8	2,50	- 0,5
Nouvelle-Zélande	2,5	1,1	6,0	2,50	0
Chine	7,7	2,6	4,1 ²	6,00	0

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.

2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, FMI.

ÉTATS-UNIS

Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance aux États-Unis a atteint 1,9 %. Une performance supérieure aux attentes, mais inférieure à celle de 2012 (+ 2,8 %). Néanmoins, l'économie américaine est clairement en phase d'accélération : au cours des deux derniers trimestres 2013, le PIB dépasse largement les 3 % en rythme annualisé, après un premier semestre décevant.

La consommation, les investissements des entreprises et le commerce extérieur ont été les moteurs de la croissance américaine en 2013. La consommation, qui compte pour 70 % de l'activité économique aux États-Unis, a progressé de 3,3 %. Il s'agit de la meilleure progression depuis trois ans. La consommation des ménages a contribué à 2,3 points de croissance, ce qui n'était jamais arrivé depuis 1984. Les investissements des entreprises, en progression de 3,8 %, y ont également beaucoup contribué. La reconstitution des stocks des entreprises qui avait réalisé la moitié de la progression du PIB au troisième trimestre, progresse toujours, mais à un rythme bien moindre : ils n'ajoutent plus que 0,4 point à la croissance contre 1,7 au trimestre précédent. Le commerce extérieur a aussi été un moteur grâce à la progression plus rapide des exportations par rapport aux importations. Ce poste a contribué pour 1,3 point au PIB du quatrième trimestre, soit la meilleure contribution depuis le deuxième trimestre 2009.

La baisse des dépenses publiques et des dépenses dans le BTP ont contribué négativement à la croissance. Les dépenses fédérales ont chuté entre octobre et décembre 2013, à un rythme de 4,9 %, ce qui a retranché 0,9 point à la croissance du PIB. Le « shutdown », la fermeture des services fédéraux pendant la première quinzaine d'octobre à cause du bras de fer entre le Congrès et la Maison Blanche sur le budget, a coûté 0,3 point de

croissance à l'économie américaine sur le quatrième trimestre, via la diminution du nombre d'heures travaillées. La baisse des constructions résidentielles (- 9,8 % en rythme annualisé) est un autre frein à la croissance qui a coûté 0,3 point au PIB du quatrième trimestre du fait d'une météo peu clémente.

Le taux de chômage est revenu à son niveau de novembre 2008, mais cette baisse s'explique plus par le découragement des Américains sans emploi que par une reprise des embauches. La part de la population ayant un travail ou en cherchant un (taux d'activité) est tombée à 62,8 % en 2013, son niveau le plus bas depuis 35 ans. En plus des 11,5 millions de chômeurs, ils seraient 7 millions de plus à pouvoir travailler mais ne cherchant pas d'emploi, et la moitié d'entre eux seraient âgés de 25-54 ans. Ainsi, les États-Unis connaissent actuellement une croissance « sans emploi », du fait de la rationalisation et de la hausse de la productivité.

Jugeant la reprise américaine assez solide, la Réserve fédérale (Fed) a décidé de poursuivre une réduction progressive de son soutien monétaire à l'économie, en annonçant qu'elle diminuait ses achats d'actifs mensuels en les portant de 75 à 65 milliards de dollars (55 à 48 milliards d'euros). Dans le même temps, la Chine, le plus important des créanciers étrangers américains, annonçait revendre pour presque 50 milliards de bons du Trésor américain.

CHINE

La croissance du PIB a ralenti au début de l'année (7,9 % fin 2012, 7,7 % au premier trimestre 2013 et 7,5 % au deuxième), pour achever l'année sur une croissance globale de 7,7 % (après 7,7 % en 2012 et 9,3 % en 2011). Ce taux de croissance, légèrement supérieur à l'objectif de 7,5 % adopté par le gouvernement chinois, a permis d'assurer une croissance de l'emploi ; la Chine a créé plus de 10 millions de nouveaux emplois en 2013¹. Parallèlement, l'inflation a été maintenue à 2,6 % sur l'ensemble de l'année.

Mais les moteurs de la croissance, la production industrielle, les investissements en infrastructures et les exportations, continuent de s'essouffler en 2013, poussant le nouveau gouvernement en place à prendre des mesures de soutien pour les très petites entreprises (exonérations d'impôts), et à investir dans les infrastructures (nouvelles lignes de métro). Depuis octobre 2013, une nouvelle zone de libre échange a été créée à l'Est de Shanghai, et a pour objectif de permettre à des entreprises étrangères de s'implanter ; mais paradoxalement, la liste des secteurs interdits aux entreprises étrangères ne cesse de s'allonger, freinant l'ouverture de l'économie. De même, malgré la levée de l'encadrement du coût du crédit (qui ne pouvait être inférieur à 4,2 %), la rémunération de l'épargne demeure plafonnée à 3,3 %, assurant des marges avantageuses pour les établissements financiers.

Le nouveau gouvernement affiche aussi son intention de rendre l'économie moins dépendante des exportations et des investissements dans des industries lourdes, secteur en sévère surcapacité, tout en mettant l'accent sur la consommation intérieure. Ce rééquilibrage en faveur de la demande interne vise des effets bénéfiques à long terme. De même le gouvernement a aussi promis d'engager de nombreuses réformes sociales applicables d'ici à 2020, comme par exemple d'assouplir la politique de l'enfant unique, d'abandonner les centres de travaux forcés, mais aussi de libéralisation des taux d'intérêt et d'ouvrir progressivement les transactions financières au reste du monde.

JAPON

La croissance de l'économie japonaise s'établit à 1,6 % en 2013, contre 1,4 % en 2012 et - 0,5 % en 2011.

Lorsque le premier ministre Shinzo Abe a pris le pouvoir en décembre 2012, il a affiché sa volonté d'accentuer les politiques accommodantes menées jusqu'alors : un déficit budgétaire accru pour soutenir la demande, et plus de création monétaire pour financer le déficit, mais aussi pour enclencher une dévaluation du yen (qui a perdu 20 % par rapport au dollar sur 2013) et ainsi relancer les exportations. Ces mesures appelées « Abenomics » ont dopé le moral des ménages, des entrepreneurs et des investisseurs dès le début 2013. Elles ont permis d'enrayer la déflation ; les prix ont progressé pour la première fois depuis quatre ans (+ 1,3 % sur un an). Mais cette inflation est « importée » ; elle est la conséquence notamment de la baisse du yen et de l'augmentation des achats de matières premières, pétrole et gaz, et de produits alimentaires. Elle n'est donc pas principalement le résultat d'une pression de la demande des Japonais, même si la consommation a augmenté de 0,7 % en décembre. Malgré la dévaluation du yen, les exportations ont à peine progressé. En revanche, le coût des importations s'est nettement relevé, et au final le déficit commercial s'est creusé.

¹ : le nombre de Chinois ayant un emploi fin 2013 est de 770 millions de personnes, sur une population totale de 1,36 milliard.

La dette publique est aujourd'hui équivalente à plus de 240 % du PIB, un chiffre double de l'Italie ou même de la Grèce (160 %). Les ménages japonais achètent massivement cette dette grâce à leur épargne très élevée qu'ils investissent en bons du Trésor. Cependant ce modèle commence à donner des signes de faiblesse. La proportion de Japonais en retraite augmente et, mécaniquement, le taux d'épargne diminue. De plus, les Japonais se remettent à acheter de l'or ; pour la première fois depuis 2005, la demande nette est positive.

La croissance a ralenti au cours du second semestre, et l'économie japonaise termine l'année sur une stabilisation de sa croissance (+ 0,3 % aux deux derniers trimestres), avec un taux de chômage en baisse de 0,2 point en décembre 2013, à 3,7 %. Le nombre d'offres d'emploi pour 100 chômeurs est de 103, un record depuis 2007 et la confirmation de problèmes de main-d'œuvre dans l'archipel.

L'année 2014 s'annonce délicate pour le gouvernement de Shinzo Abe, très attendu sur la stratégie de croissance, la troisième mesure des « Abenomics », qui devrait se traduire par d'importantes réformes structurelles. Parmi les mesures évoquées figurent des baisses de charges pour les entreprises, plus de flexibilité sur le marché du travail et dans l'agriculture, et dans la perspective d'un accord commercial, l'ambitieux partenariat transpacifique (PTP) de libre-échange en cours de négociation avec 11 pays, dont les Etats-Unis. Mais surtout, une hausse de trois points de la taxe sur la consommation est programmée pour avril 2014, alors que la consommation des ménages qui a soutenu la croissance en début d'année, s'affaiblit au dernier trimestre ; pour contrer ses effets négatifs le gouvernement envisage d'injecter 35 milliards d'euros supplémentaires dans l'économie début 2014.

Parallèlement, le pays est actuellement pénalisé par ses relations tendues avec ses voisins chinois et sud-coréens, qui n'en sont pas moins des partenaires commerciaux importants. Les exportations nippones sont aussi pénalisées par la morosité de certaines économies émergentes de l'ASEAN.

ZONE EURO

La zone euro est sortie au deuxième trimestre 2013 de la plus longue phase de récession de son histoire, qui s'était prolongée pendant 18 mois. La pérennité de la monnaie unique ne semble plus être remise en cause. Les tensions sur les marchés financiers vis-à-vis de l'Union monétaire se sont nettement apaisées, tandis que l'activité réelle a cessé de se contracter en fin d'année.

Si la zone est en récession sur l'ensemble de 2013 (- 0,4 %), les indicateurs sont positifs en fin d'année ; pour la première fois depuis trois ans, les principales économies de la zone voient leur activité progresser en même temps. D'octobre à décembre, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a ainsi progressé de 0,3 %, après une hausse de 0,1 % les trois mois précédents. Les composantes ayant soutenu cette croissance sont les exportations, en Allemagne notamment, mais aussi au Portugal et en Espagne, ainsi que l'investissement. En revanche, la consommation reste à la traîne.

L'Allemagne et la France affichent une légère croissance pour l'ensemble de l'année (0,5 % et 0,2 %), tandis que l'Italie et l'Espagne sont toujours en difficultés (- 1,8 % et - 1,5 %). Si l'Espagne est officiellement sortie de la récession au troisième trimestre 2013, les indicateurs de l'économie italienne sont toujours dans le rouge. Seules les exportations ont légèrement rebondi (+ 0,3 %). En Grèce, l'économie va mieux, mais pas les Grecs ; le rétablissement des comptes continue de se faire au détriment du chômage qui atteint 27,4 % de la population active, et plus de 60 % pour les moins de 25 ans.

Les enquêtes de conjoncture (climat des affaires) indiquent un redressement en fin d'année dans les principaux pays (France, Allemagne, Italie et Espagne), laissant augurer une confirmation de l'embellie au cours du premier trimestre 2014.

L'emploi reste à la traîne avec un chômage de 12 % sur l'ensemble de la zone ; tandis qu'il atteint 27,4 % en Grèce et 25,8 % en Espagne, il est tombé à 5,2 % en Allemagne (juste après l'Autriche où ce taux est le plus bas à 5 %). En France il s'établit à 10,2 % en fin d'année, et à 12,7 % en Italie.

En réponse à la crise de la dette, la zone euro a validé l'union bancaire des pays membres. Ce Mécanisme de Supervision Unique (MSU), considéré comme le complément indispensable de la supervision du secteur bancaire par la Banque centrale européenne (BCE), est prévu à partir de l'automne 2014. Le MSU est chargé de superviser les 130 plus grandes banques de la zone euro. Son rôle est de surveiller et de sanctionner ces banques afin qu'elles ne menacent pas la stabilité financière de la zone. Cette réforme marque une avancée importante dans l'intégration européenne.

FRANCE

Sur l'ensemble de l'année 2013, le pays a affiché une croissance de 0,2 %. Les trois moteurs de cette légère reprise sont les investissements, en hausse après deux ans de recul, les dépenses de consommation des ménages et les exportations qui ont rebondi en fin d'année. Ainsi, la reprise a été particulièrement marquée au quatrième trimestre (+ 0,3 % après 0 % au troisième trimestre).

Pour la première fois depuis début 2012, l'économie française a timidement renoué avec les créations d'emplois dans le secteur marchand au quatrième trimestre 2013 (14 700 créations d'emplois nettes), une progression essentiellement liée à une hausse dans l'intérim. Sur l'ensemble de l'année, la tendance est restée néanmoins négative avec 65 500 emplois détruits (- 0,4 %). Ce chiffre marque toutefois une nette décélération par rapport à 2012 où quelque 112 000 emplois avaient été supprimés. Dans les enquêtes de conjoncture sur le climat des affaires, les chefs d'entreprises sont plus optimistes, et perçoivent une légère amélioration économique, mais encore insuffisante, ce qui est corroboré par le fait que les créations d'emplois se concentrent essentiellement dans l'intérim.

Le bilan de l'année 2013 apparaît mitigé. Si quelques signes encourageants sont à noter, notamment une bonne tenue de la sphère industrielle, la consommation, moteur de la croissance du PIB en France, demeure trop faible pour relancer l'économie. Le pouvoir d'achat des ménages subit toujours la situation dégradée du marché du travail.

Les résultats du dernier trimestre 2013 devraient conduire à une reprise modérée des investissements, une stabilisation du chômage, et un léger rebond de la consommation.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Fragilisée par le séisme de 2011, l'économie néo-zélandaise a retrouvé son dynamisme avec une croissance de 2,5 % en 2013 (FMI) après 2,7 % en 2012. Cette croissance est portée par le chantier de l'après-séisme dans le Sud, par de bonnes récoltes agricoles, des investissements étrangers, et une reprise de la consommation. Le chômage repart à la baisse en 2013 ; il a perdu un point par rapport à fin 2012 (6 %). La croissance du pays demeure largement soutenue par les exportations de lait (21 % des exports) et de viande (13 %), principalement dirigées vers l'Australie, mais de plus en plus tournées vers l'Asie, en particulier la Chine, depuis l'accord de libre-échange entre les deux pays (2008). Les réformes du gouvernement visant à ouvrir davantage le marché national ont conduit à une forte hausse des investissements étrangers dans le pays, le classant au troisième rang du classement « Doing Business » 2014 après Singapour et Hong Kong.

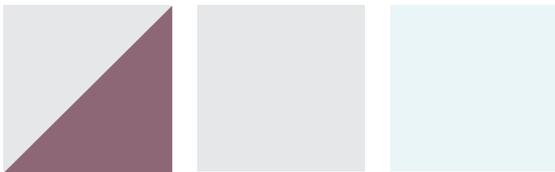
Dans l'Indice de perception de la corruption 2013, calculé par l'ONG Transparency International, la Nouvelle-Zélande se place au premier rang des pays les plus vertueux, ex-æquo avec le Danemark.

AUSTRALIE

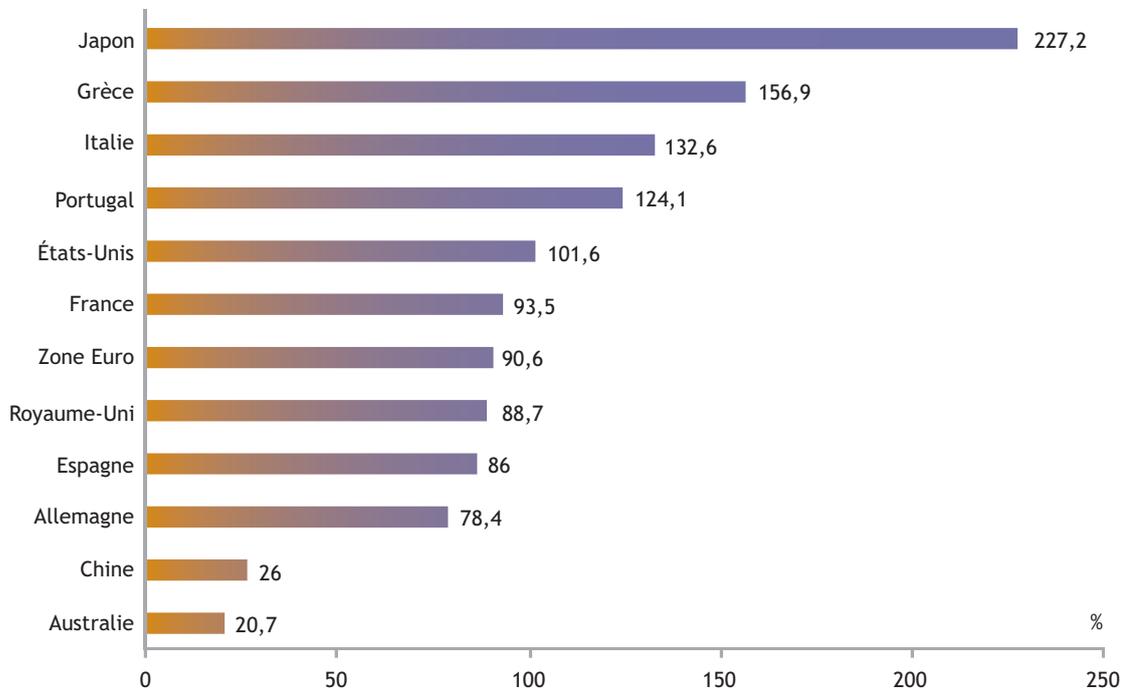
Après 22 ans de croissance, l'Australie se classe cinquième pour le PIB par habitant, et deuxième pour l'indice de développement humain. Le PIB croît de 2,5 % en 2013, et le chômage demeure bas à 5,8 % de la population active. Cette croissance robuste s'appuie essentiellement sur les exportations de matières premières vers la Chine (charbon, gaz, uranium, fer, or, nickel etc). En outre d'énormes investissements chinois ont été réalisés depuis plusieurs années dans le secteur minier australien (20 % du PIB). Les ressources issues des ventes de produits agricoles demeurent importantes, et la demande interne est forte, le revenu des ménages ayant été dopé par la croissance.

La croissance 2013 marque néanmoins un léger ralentissement par rapport aux années précédentes (+ 3,7 % en 2012), dû à la décélération de la demande chinoise en matières premières, ainsi qu'à la diminution des dépenses publiques. Les investissements dans le secteur minier commencent à ralentir et à pénaliser l'emploi ; le taux de chômage a progressé de 0,4 point entre 2012 et 2013. La croissance par les exportations a entraîné une importante appréciation du dollar australien, laquelle pénalise le secteur manufacturier et le tourisme, et dope le secteur minier.

Parallèlement, même si le pays est particulièrement vulnérable au changement climatique, il demeure paradoxalement l'une des économies les plus polluantes de la planète. D'autant que le gouvernement conservateur, au pouvoir depuis 2013, a abrogé toutes les mesures de lutte contre le changement climatique mises en place par les travaillistes, au nom de la relance de l'industrie et de la rigueur budgétaire. ■



DETTE PUBLIQUE RAPPORTÉE AU PIB EN 2013



Source : OCDE

+3 %

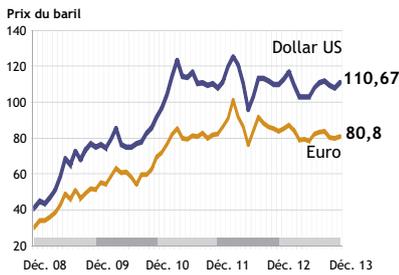
La croissance mondiale est de 3 % en 2013.



INDICATEURS

INDUSTRIE

Prix du pétrole (brent "daté")



Indice des prix des matières premières alimentaires



Indice des prix des matières premières industrielles



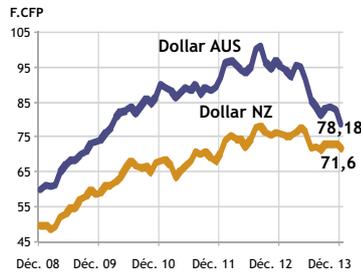
Source : INSEE

CHANGE

Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



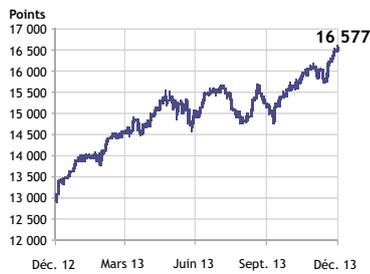
100 Yens



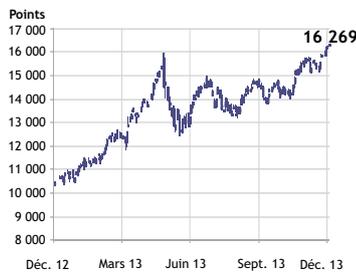
Source : Banque de Polynésie

INDICES BOURSIERS

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



source : yahoo finance

ACTUALITÉ INTERNATIONALE - ANNÉE 2013

Janvier

le 02 • ÉTATS-UNIS - Budget : le Congrès américain a adopté une loi évitant au pays la cure d'austérité du « mur budgétaire », un texte qui repousse de quelques semaines seulement nombre de dossiers épineux mais qui a fait bondir les bourses mondiales. Dans les heures qui suivirent, Paris s'octroyait 2,15 %, évoluant à ses plus hauts niveaux depuis juillet 2011, Londres gagnait 2,35 % après avoir franchi pour la première fois - également depuis juillet 2011 - les 6 000 points. À Hong Kong, les marchés ont clôturé la première séance de l'année sur un bond de 2,89 %.

le 05 • JAPON - Pêche : à Tsukiji, le plus grand marché aux poissons du monde, un thon rouge pesant 222 kg a été vendu 1,36 million d'euros, soit environ 6 120 euros le kilo. Une récente publication du Comité scientifique international sur le thon révèle que 96 % des thons rouges du Pacifique Nord ont disparu durant les dernières décennies. En cause : la pêche intensive menée par le Japon, le Mexique, la Corée du Sud et les États-Unis.

Février

le 01 • FRANCE - Épargne : à compter du 1^{er} février 2013, le taux du Livret A est fixé à 1,75 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit : livret de développement durable à 1,75 %, livret d'épargne populaire à 2,25 %, compte d'épargne logement à 1,25 %.

Mars

le 20 • JAPON - Politique monétaire : M. Kuroda a pris le 20 mars 2013 ses fonctions de gouverneur de la Banque centrale du Japon (BoJ). Il a défini lors du conseil de politique monétaire le nouveau cadre de politique monétaire, intitulé « assouplissement quantitatif et qualitatif », qui comporte notamment la fixation d'un horizon de deux ans environ pour atteindre la cible d'inflation de 2 %, ainsi que le ciblage de la taille de la base monétaire plutôt que celui du taux d'intérêt au jour-le-jour. La BoJ vise ainsi, d'ici deux ans, un doublement de la base monétaire.

le 25 • CHYPRE - Plan d'aide : la zone euro a avalisé les modalités du plan de sauvetage pour Chypre. Nicosie va devoir faire des efforts beaucoup plus importants que prévu, alors que l'Europe ne veut pas aller au-delà d'une aide de 10 milliards d'euros.

le 27 • AUSTRALIE - Transports aériens : les autorités australiennes de la concurrence ont donné leur accord au projet d'alliance commerciale et opérationnelle entre les compagnies aériennes Qantas et Emirates. Approuvé pour une durée de cinq ans, ce dispositif permet aux deux compagnies de faire concorder leurs stratégies tarifaires et leur programmation de vols. Qantas clôt ainsi un partenariat de vingt ans avec British Airways sur la ligne Londres-Australie. Grâce à cet accord avec Emirates, Qantas espère améliorer sa situation financière, compromise par la hausse de ses coûts (hausse du prix du carburant, évolution aléatoire du dollar australien) et la crise en Europe, qui mine sa rentabilité sur la destination. Sur l'exercice 2011/12, la compagnie australienne a enregistré sa première perte depuis sa privatisation en 1995.

le 31 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Matières premières : la sécheresse record qui sévit en Nouvelle-Zélande, dans l'île du Nord, depuis le début de l'année affecte sa production laitière. En effet, les pâturages ayant manqué d'eau, les éleveurs ont dû procéder à des abattages de vaches laitières. Comme la Nouvelle-Zélande est le premier producteur mondial de lait, les cours mondiaux des produits industriels laitiers ont fortement progressé. Ainsi, le beurre a dépassé les \$ 4 500 la tonne alors qu'il situait en-dessous de \$ 2 500 en 2012.

Avril

le 07 • AUSTRALIE - Politique monétaire : un accord a été signé, instaurant la convertibilité entre les devises australienne et chinoise sans passer par le dollar américain. Un fixing sera ainsi publié quotidiennement par la Banque Populaire de Chine sur le taux de change entre les deux monnaies. Par ailleurs, dans le but de soutenir l'économie australienne, la Banque centrale australienne a décidé, le 7 mai, de baisser son taux directeur de 25 points de base, à 2,75 %.

le 09 • CHINE - Notation : l'agence de notation Fitch Ratings a annoncé avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+. Fitch justifie sa décision par la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étroitesse relative de la base fiscale. La note souveraine en devises reste pour sa part inchangée à A+.

le 26 • JAPON - Politique monétaire : le Conseil de politique monétaire a annoncé que la Banque du Japon (BoJ) mettrait en œuvre les opérations monétaires nécessaires de manière à ce que la base monétaire progresse de 60-70 trillions de yen en rythme annuel. La BoJ vise un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, ce qui devrait permettre une remontée de l'inflation vers sa nouvelle cible de 2 %.

Mai

le 02 • ZONE EURO - Politique monétaire : le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,50 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %.

le 08 • AUSTRALIE - Politique monétaire : la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé de diminuer d'un quart de point son principal taux d'intervention, le Cash rate. Ce dernier s'établit désormais à 2,75 %, plus bas niveau jamais touché depuis la création de la RBA en 1960. La RBA « a estimé qu'une nouvelle baisse du taux d'intérêt était adéquate pour encourager une croissance durable dans l'économie, tout en respectant les objectifs de hausse des prix ». La croissance de l'Australie, qui est restée vigoureuse grâce à la demande des pays émergents en matières premières ces dernières années, commence à subir les effets de la baisse des cours et du ralentissement de la conjoncture mondiale.

Juin

le 27 • FRANCE - Déficit budgétaire : la cour des comptes rendait public son rapport sur le déficit public de la France : face à des prévisions de recettes visiblement trop optimistes, le risque de voir le déficit dérapier au-delà des 3,7 % du produit intérieur brut (PIB) prévus dans le Programme de stabilité européen est grand.

Juillet

le 01 • ZONE EURO - Élargissement : la Croatie devient le 28^{ème} membre de l'Union Européenne (UE). C'est le septième élargissement que connaît l'UE en 60 ans.

le 17 • CHINE - Investissements Directs à l'Étranger : le ministre ivoirien du plan et du développement Albert Mabri Toikeusse a annoncé le 17 juillet à Paris que son pays va bénéficier de prêts concessionnels chinois d'un montant global de 10 milliards de dollars au cours des six prochaines années. Les crédits chinois qui seront pour la plupart accordés à la nation ouest-africaine par l'Export-Import Bank of China vont, entre autres, financer l'extension du port d'Abidjan pour un investissement de 2,5 milliards de dollars.

le 18 • ÉTATS-UNIS - Crise économique : avec une dette estimée à 18,5 milliards de dollars (14 milliards d'euros), Détroit devient la plus grande ville américaine à se déclarer en faillite. Berceau florissant de l'industrie automobile, « Motor City » subit un profond déclin depuis les années 50. Détroit a officiellement demandé à être placée sous « Chapter 9 », la loi encadrant les faillites des municipalités aux États-Unis. La ville du Michigan avait déjà annoncé le mois dernier qu'elle se verrait contrainte de faire défaut sur une partie de sa dette colossale.

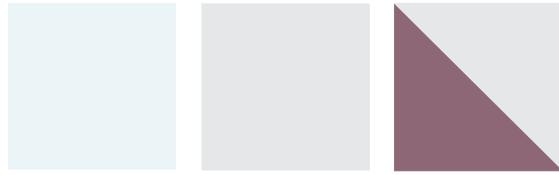
Août

le 07 • AUSTRALIE - Politique monétaire : la Reserve Bank of Australia (RBA) a réduit d'un quart de point son principal taux directeur, qui passe à 2,50 % à compter du 7 août 2013. La baisse des taux est motivée par la nécessité de soutenir l'économie australienne, qui demeure en-dessous de son potentiel de croissance, affectée par le ralentissement des investissements dans le secteur minier.

le 29 • FRANCE - Industrie : après les deux contrats gagnés par EADS et Thales d'une valeur de 1 milliard d'euros aux Émirats arabes unis, la France a remporté un nouveau contrat pour un montant identique dans le but de moderniser quatre frégates et deux pétroliers-ravitailleurs saoudiens. La société ODAS, qui représente dans le royaume les intérêts des industriels français DCNS, Thales et MBDA, a signé en août le contrat qui doit entrer en vigueur dès le 1^{er} septembre. Les industriels attendaient depuis longtemps la signature de ce contrat, espéré depuis près de deux ans, cinq ans après le début des négociations.

le 31 • CHINE - Économie : l'industrie chinoise repart, entraînée par une demande intérieure en hausse. Selon l'enquête mensuelle Markit-HSBC, le secteur manufacturier a rebondi en août après trois mois de contraction. L'indice PMI (Purchasing Managers Index) du secteur est remonté à 50,1 contre 47,7 en juillet. Le secteur des services a lui connu en août sa plus forte croissance depuis mars, toujours selon Markit/HSBC l'indice PMI a atteint 52,8 contre 51,3 en juillet.

le 31 • ÉTATS-UNIS - Consommation : les ventes automobiles ont bondi en août aux États-Unis, grimant à leur plus haut niveau depuis près de six ans. Selon le cabinet spécialisé Autodata, 1,5 million de véhicules neufs ont été vendus, un chiffre en hausse de 17 % sur un an et au plus haut depuis octobre 2007.

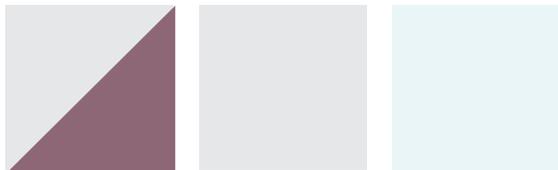


Septembre

- le 7 • AUSTRALIE - Élections** : après six années au pouvoir, les travaillistes se sont inclinés face à la coalition conservatrice emmenée par le parti libéral lors des élections du 7 septembre. Le nouveau gouvernement sera dirigé par le leader du parti libéral Tony Abbott. Parmi ses promesses de campagne, ce dernier affiche son intention de supprimer la taxe carbone, instaurée en juillet 2012, et de procéder à des réductions de dépenses publiques pour rééquilibrer le budget.
- le 30 • ÉTATS-UNIS - Budget** : fermeture partielle du gouvernement fédéral américain, le Congrès n'ayant pas voté le budget autorisant le relèvement du plafond de la dette publique, les crédits nécessaires n'ont donc pu être alloués, et le pays se retrouve en situation d'impasse budgétaire ('shutdown'). La division des deux chambres du Congrès - la Chambre des Représentants est à majorité républicaine et le Sénat à majorité démocrate - a plusieurs fois conduit au bord du shutdown.
- le 30 • FRANCE - Industrie** : la production a baissé de 1,1 % dans le secteur manufacturier et de 1,4 % sur l'ensemble de l'industrie avec une forte chute dans le domaine de la cokéfaction et du raffinage (- 10,6 %). Les matériels de transports aussi subissent une baisse conséquente (- 2 % au troisième trimestre 2013) ainsi que les matériels informatiques et électriques (- 0,9 %).

Octobre

- le 24 • NOUVELLE-CALÉDONIE - Pêche** : la Nouvelle-Calédonie et les îles Cook ont signé un accord de coopération bilatérale instaurant un jumelage de leurs Aires Marines Protégées (AMP), lors du Congrès des AMP à Marseille. Les îles Cook ont classé en parc marin la quasi totalité de leur ZEE. Cet accord bilatéral avec la Nouvelle-Calédonie leur permettra de profiter de l'expérience et de l'organisation des AMP françaises dans la région. Des échanges de connaissance pourront ainsi voir le jour entre les deux pays. La France et la Nouvelle-Calédonie pourront leur proposer des outils scientifiques et méthodologiques pour construire un projet au sein de leur parc marin. Le parc marin des îles Cook est maintenant le plus grand du monde, Hawaï perdant ainsi la première place.
- le 31 • JAPON - Inflation** : afin de revenir à une inflation de 2 % d'ici 2015, le gouvernement va mettre en place un programme de relance de 40 milliards d'euros. La Banque du Japon (BoJ) prévoit d'accroître la taille de son programme de rachats d'actifs de 70 milliards de dollars US par mois. Les rémunérations fixes ont reculé de 0,4 % en octobre sur un an, pour le dix-septième mois consécutif et le gouverneur de la BoJ a appelé lundi les entreprises à les augmenter.
- le 31 • CHINE - Monnaie** : selon Swift (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), en octobre 2013, la devise chinoise est devenue la deuxième monnaie des financements commerciaux (8,6 %), loin derrière le dollar (81 %), mais devant l'euro (6,6 %). En janvier 2012, le yuan ne représentait que 1,9 % de ces transactions, tandis que l'euro était à 7,9 %.
- le 31 • MONDE - Matières premières** : les prix du riz et du maïs ont fortement baissé au cours du troisième trimestre. L'indice des prix alimentaires de la Banque Mondiale a perdu 6 % entre les mois de juin et d'octobre. Il a reculé de 12 % sur un an, et de 16 % par rapport à son record atteint en août 2012. Plusieurs pays asiatiques s'attendent à une récolte record cette année. Les prix du maïs ont pour leur part chuté de



32 %, avec l'accroissement de la production dans l'Union européenne, en Chine et dans la région de la mer Noire. Les États-Unis prévoient quant à eux une récolte record sur la campagne 2013-2014, en hausse de 30 % par rapport à la campagne 2012-2013.

Novembre

le 07 • BCE - Taux d'intérêt : la BCE a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0 %. Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro à moyen terme continuant de s'atténuer selon les dernières indications, à partir de taux d'inflation annuels actuellement bas, inférieurs à 1 %.

le 08 • FRANCE - Dette : Standard & Poor's (S&P) a abaissé la note de la France (AA) pour la seconde fois en moins de deux ans. S&P a justifié sa décision par le fait que le pays avait perdu de sa marge de manoeuvre financière et n'était pas en mesure de se réformer davantage en raison du maintien d'un chômage élevé.

Décembre

le 01 • AUSTRALIE - G20 : l'Australie vient de prendre la présidence du G20 pour un an. Le pays entend mettre en œuvre des relais de croissance plus efficaces et projette d'organiser une meilleure gouvernance mondiale en favorisant le rapprochement entre les pays développés et les pays émergents. Les membres du G20 (66 % de la population mondiale) représentent 85 % de la création de la richesse mondiale et 75 % du commerce international. Le prochain sommet des chefs d'État se tiendra en novembre 2014 à Brisbane.

le 11 • AUSTRALIE - Secteur minier : l'Australie ouvre ses mines aux investissements chinois : le producteur de charbon chinois Yanzhou pourra détenir l'intégralité du capital de sa filiale en Australie, un changement de politique provoquée par les difficultés du secteur minier. Yanzhou pourra donc détenir 100 % de Yangcoal Australia, qui possède des gisements en Nouvelles Galles du Sud, dans le Queensland et en Western Australia.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF